



**Cahier des clauses
administratives particulières**

**Fourniture de
laboratoire : réactifs et
consommables de
biologie – Vague 3**

**GHT Somme Littoral
Sud**

Numéro de dossier achat : 24LR0101

Sommaire

1. Objet de l'accord-cadre, dispositions générales	4
1.1. Objet.....	4
1.2. Décomposition de l'accord-cadre	4
1.3. Forme de marché	6
1.4. Modalités de répartition pour les lots multi attributaires.....	6
1.5. Durée du marché.....	6
1.6. Représentation des parties	7
1.7. Réalisation de prestations similaires et livraisons complémentaires.....	7
1.8. Sous-traitance	7
2. Pièces contractuelles	8
3. Modalités d'exécution	8
3.1. Modalités de passation des commandes.....	8
3.2. Lieux et délai de livraison	8
3.3. Documents à fournir après exécution.....	9
4. Prix	9
4.1. Caractéristiques des prix	9
4.2. Forme et ajustement des prix	9
4.3. Changement de domiciliation bancaire	10
4.4. Offres promotionnelles	10
4.5. Recours au catalogue fournisseur.....	10
5. Clauses de financement et de sûreté	10
5.1. Avance	10
5.2. Retenue de garantie	11
6. Règlement des comptes	11
6.1. Transmission des demandes de paiement.....	12
6.2. Modalités de règlement.....	12
6.3. Demandes de paiement	12
6.4. Délai global de paiement	13
6.5. Règlement en cas de cotraitants.....	13
7. Pénalités et primes	14
8. Transport et réception des fournitures	14

9.	Vérification et admission	14
10.	Garantie des prestations.....	15
11.	Assurances	15
12.	Clauses de réexamen	15
12.1.	Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution 15	
12.2.	Evolution technologique, technique et réglementaire – Changement et substitution de références.....	16
13.	Exécution aux frais et risques – Achat pour compte	17
14.	Autres obligations du titulaire	17
14.1.	Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité	17
14.2.	Confidentialité et sécurité	17
15.	Résiliation.....	18
16.	Différends et litiges.....	19
17.	Déroptions au CCAG applicable	19

1. Objet de l'accord-cadre, dispositions générales

1.1. Objet

Le présent accord-cadre, régi par le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), a pour objet : Fourniture de laboratoire : réactifs et consommables de biologie pour les établissements du GHT Somme Littoral Sud.

Les spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières.

Les établissements du GHT SLS concernés par l'ensemble des lots sont : le CHU Amiens-Picardie, le CH d'Abbeville, le CH de l'Arrondissement de Montreuil-sur-mer, le CH de Doullens et le CH Intercommunal de Montdidier-Roye.

1.2. Décomposition de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est alloti comme suit :

Numéro du lot	Intitulé du lot
35	RELANCE : Billes magnétiques pour purification d'Amplicons
41	RELANCE : Milieu de culture embryonnaire J0 à J5 sans rouge de phénol
249	RELANCE : Milieu de culture embryonnaire J0 à J5 avec rouge de phénol
42	RELANCE : Milieu de préparation pour spermatozoïdes pour ICSI
44	RELANCE : Milieu tamponné (hepes ou autre) pour manipulation et lavage des gamètes avec rouge de phénol
250	RELANCE : Milieu tamponné (hepes ou autre) pour manipulation et lavage des gamètes sans rouge de phénol
45	RELANCE : Milieu pour vitrification et dévitrification d'ovocytes et d'embryons de J0 à J5
52	RELANCE : Boîte de cultures à stérilisation gamma pour FIV pour technique de laboratoire
58	RELANCE : Milieu de recherche pour FIV / ICSI pour technique de laboratoire
100	RELANCE : Consommables et contrôles pour automate Indiko +
111	RELANCE : Milieux liquides et Bouillons d' enrichissement pour utilisation sur WCA - BD - Kiestra
118	RELANCE : Milieux d'isolement et identification des résistances aux antibiotiques sur géloses uniplates

251	RELANCE : Milieux d'isolement et identification des résistances aux antibiotiques sur géloses biplates
132	RELANCE : Gélose sélective prêt à l'emploi pour mycobactéries atypiques et champignons
142	RELANCE : Pointe / cônes / combitips pour pipette
153	RELANCE : Lames et Lamelles
157	RELANCE : Tubes 5 ml pour cytométrie de flux
171	RELANCE : Consommables pour prélèvements buccaux en vue d'extraction d'ADN
174	RELANCE : Produits pour gels
178	RELANCE : Réactifs divers
194	RELANCE : Colorant pour lame de cytogénétique
196	RELANCE : Produits pour biologie moléculaire
214	RELANCE : Préparation de suspensions cellulaires
235	RELANCE : Milieux divers (flacons préremplis)
252	RELANCE : Milieux de transports et de rinçage
240	RELANCE : Anticorps protocoles 5
247	Autres produits de pharmacologie
248	Recherche clostridium difficile par technique manuelle

Le détail des cahiers et services correspondants à chaque lot est disponible dans l'annexe 1 au CCAP intitulé « Liste des lots par cahiers et montants maximums ».

Pour garder une cohérence avec les lots de l'appel d'offres « 24LR0003 - Fourniture de laboratoire : réactifs et consommables de biologie avec ou sans automate » (BOAMP avis n°**24-47842** et JOUE avis n°**242662-2024** publiés le 24/04/2024), et l'appel d'offres « 24LR0048 - Fourniture de laboratoire : réactifs et consommables de biologie avec ou sans automate – Vague 2 » (BOAMP avis n°**24-85918** et JOUE avis n°**441001-2024** publiés le 24/04/2024), la numérotation des lots de la présente consultation ne se suit pas.

1.3. Forme de marché

En application des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique, il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire ou multi attributaire selon les lots, à émission de bons de commande conclu sans montant minimum et avec montants maximums par lot/par établissement et pour la durée totale de l'accord-cadre (reconductions comprises). Les montants maximums par lots et par établissements sont indiqués dans l'annexe 1 au CCAP « Liste des lots par cahiers et montants maximums ».

1.4. Modalités de répartition pour les lots multi attributaires

Les lots **41, 249, 42, 45, 52, 118, 251, 132, 235, 252, 240 et 248** sont **multi attributaires** conformément aux articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Les lots sont multi attributaires conclu avec deux titulaires sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres recevables. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de poursuivre la procédure avec un titulaire.

Les commandes sont réparties comme suit :

- Les commandes sont prioritairement passées auprès du titulaire de l'accord-cadre classé en première position à l'issue de l'analyse des offres (100% des quantités commandées).
- Le titulaire classé en seconde position sera sollicité **uniquement** en cas de défaillance de l'attributaire classé en première position, c'est-à-dire dans le cas où le titulaire 1er rang serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou une partie de la prestation dans les délais et conditions prévus à l'accord-cadre ou sur le bon de commande et en l'absence de produit de substitution par le titulaire de 1er rang.

Les titulaires sont tenus d'informer par écrit (et dans un délai maximum de 48h) le service approvisionnement, de son impossibilité de livraison ainsi que de la date de reprise de livraison : à défaut, l'établissement ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'approvisionnement chez le titulaire de rang 2.

Pour le CHU Amiens-Picardie, le service approvisionnement est joignable à l'adresse mail suivante : accuserceptioncommande@chu-amiens.fr

1.5. Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale à compter de la date de réception de la notification par le titulaire jusqu'au 31 janvier 2026.

Il est ensuite reconductible tacitement 3 fois 12 mois.

La durée totale de l'accord-cadre, toutes périodes confondues, sera au maximum de 48 mois.
Le titulaire de l'accord-cadre ne pourra pas refuser la reconduction en vertu des dispositions de l'article R.2112-4 du Code de la commande publique.

Le CHU Amiens Picardie se réserve le droit de ne pas reconduire l'accord cadre. En cas de non reconduction de l'accord-cadre, un courrier sera adressé par tout moyen attestant de date et de l'heure certaine de réception au plus tard 2 mois avant la fin de la période considérée (la date d'anniversaire de la réception de la notification par le titulaire de l'accord-cadre).

1.6. Représentation des parties

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire et l'acheteur désignent une personne physique habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et notifie cette désignation à l'autre partie.

Dans l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

1.7. Réalisation de prestations similaires et livraisons complémentaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent accord-cadre dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-4 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet des livraisons complémentaires destinées soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations, soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes qui lui sont confiées au titre du présent accord-cadre dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

1.8. Sous-traitance

La sous-traitance demeure interdite pour la partie fourniture du présent accord-cadre.

En cas de sous-traitance de tout ou partie des services de l'accord-cadre, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement, conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance, dûment complété et signé, en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial.

2. Pièces contractuelles

En dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les documents contractuels sont énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
Annexe 1 – Bordereau des prix unitaires (BPU)
Annexe 2 – Questionnaire développement durable, Taux d'escompte et Remise de fin d'année (3 onglets)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe « Liste des lots par cahiers et montants maximums »
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique du titulaire : Fiches techniques des produits, marquages CE si applicable

3. Modalités d'exécution

3.1. Modalités de passation des commandes

Le présent accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai de livraison commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

Les prestations seront exécutées à compter de la notification du bon de commande. Les délais d'exécution sont fixés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières du présent accord-cadre et dans le BPU du titulaire.

Le bon de commande comporte a minima :

- Le numéro et la date de commande
- La désignation de la fourniture
- La référence à l'accord-cadre
- La quantité commandée
- Le prix unitaire HT, le montant HT et TTC de la commande
- Le ou les lieux et délais de livraison
- Tout autre renseignement utile

Seuls les bons de commandes signés par un représentant habilité du pouvoir adjudicateur seront honorés par le titulaire.

Les bons de commandes pourront être notifiés par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

3.2. Lieux et délai de livraison

La livraison s'effectue conformément aux dispositions définies par le CCTP ainsi que dans le respect

des dispositions de l'article 21 du CCAG FCS. L'adresse de livraison est celle indiquée sur le bon de commande.

Aucun produit ne sera livré directement dans les services sauf demande expresse du pouvoir adjudicateur.

3.3. Documents à fournir après exécution

Le titulaire s'engage à fournir pendant l'exécution de l'accord cadre :

- Les fiches de données de sécurité des réactifs.
- Les potentielles fiches STRESS si elles existent.
- Le catalogue public à jour concernant les produits objets de l'accord-cadre.
- L'ensemble des documents exigés par le CCTP à la livraison.

4. Prix

4.1. Caractéristiques des prix

Les prestations seront réglées par application de prix unitaires détaillés au bordereau des prix unitaires.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la fourniture ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au transport, à l'assurance, au stockage, jusqu'au lieu de livraison.

4.2. Forme et ajustement des prix

Les prix sont fermes pour la première période d'exécution de l'accord-cadre.

Au-delà de cette période initiale d'exécution, les prix du marché pourront être révisés une seule fois à la hausse ou à la baisse à date de chaque reconduction.

Le titulaire devra adresser au CHU Amiens-Picardie une version actualisée du BPU de l'accord-cadre (incluant également l'ensemble des produits éventuellement ajoutés au BPU via l'article 12.2 du présent CCAP) **2 mois avant le début de la nouvelle période de reconduction** à l'adresse suivante : Direction.Achats-GHT@chu-amiens.fr

A défaut de remplir cette obligation, le titulaire est réputé refuser l'ajustement. Le prix est alors déterminé à partir du dernier tarif accepté au marché.

CLAUSE DE SAUVEGARDE :

Si la hausse de tarif excède 2% du prix de la période en cours, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

La responsabilité des établissements ne saurait être engagée en cas de retard de paiement, si le formalisme demandé ci-dessus n'est pas respecté.

4.3. Changement de domiciliation bancaire

Le cas échéant, toute modification de coordonnées bancaires, en cours de marché, fera l'objet d'une demande expresse de la part du titulaire, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagnée d'un nouveau RIB (IBAN) et stipulant le numéro de marché concerné par ce changement.

Ce courrier sera obligatoirement signé par une personne habilitée à engager la société.

La responsabilité des établissements ne saurait être engagée en cas de retard de paiement, si le formalisme demandé n'est pas respecté.

4.4. Offres promotionnelles

En dehors des périodes de révision éventuelles, le titulaire peut faire bénéficier le pouvoir adjudicateur et les établissements parties d'offres promotionnelles exprimées en prix et/ou pourcentage qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des conditions du marché.

Ces offres promotionnelles peuvent porter sur tout ou partie du Bordereau de Prix Unitaires.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à les communiquer au Pouvoir Adjudicateur ainsi que les dates de début et de fin d'application. Ces prix promotionnels se substituent alors automatiquement aux prix contractuels pendant les périodes définies, leur entrée en vigueur ne nécessite pas de modification du contrat (un bon pour accord sera signé du pouvoir adjudicateur).

4.5. Recours au catalogue fournisseur

Le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur son catalogue public à jour tout au long de l'exécution de l'accord-cadre.

Le recours au catalogue fournisseur est autorisé sur l'ensemble de la gamme référencée dans le cadre du présent marché. Le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné se réserve la possibilité de commander les références non inscrites au BPU, correspondant à l'objet de l'accord-cadre.

Cette ouverture catalogue devra être strictement conforme à l'objet du marché et du lot concerné. Le montant total des achats effectués sur la base du catalogue ne pourra dépasser 10% du montant maximum du lot concerné par l'établissement.

5. Clauses de financement et de sûreté

5.1. Avance

Pour tous les bons de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement.

Les montants relatifs à l'avance évoqués ci-dessous sont exprimés toutes taxes comprises.

Conformément à l'article B.11.1. du CCAG FCS (option B), le montant de l'avance sera égal à 5.0 % du montant du bon de commande, si la durée de son exécution est égale ou inférieure à un an. Si ce délai est supérieur à un an, ce montant sera multiplié par un coefficient réducteur égal au rapport 12/N, N étant la durée évaluée en mois.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2193-19 à R. 2193-21 du code de la commande publique.

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie le cas échéant et son règlement interviendra dans le délai fixé dans l'acte d'engagement.

Ce règlement doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet sa première demande de paiement relatif à l'exécution de l'accord-cadre ou de la tranche.

En application de l'article R2191-11 du code de la commande publique, si l'avance est inférieure ou égale à 30% du montant de l'accord-cadre, elle sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant du marché. Si l'avance est supérieure à 30% du montant de l'accord-cadre, le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire dès la première demande de paiement.

Conformément à l'article R2191-12 du code de la commande publique, si l'avance est inférieure à 80% du montant de l'accord-cadre, son remboursement devra être achevé lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 80 % du montant de l'accord-cadre. Si l'avance est supérieure ou égale à 80% du montant de l'accord-cadre, elle sera intégralement remboursée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra le montant de l'avance accordée.

La résorption de l'avance s'effectuera, sur chaque demande de paiement, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers.

Il sera exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance. La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci.

L'acheteur accepte qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande. Les sûretés seront libérées à la fin de la résorption de l'avance.

5.2. Retenue de garantie

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6. Règlement des comptes

6.1. Transmission des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- L'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- Le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues ;
- Le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.

Les SIRET des établissements à utiliser lors de ces dépôts sont :

ETABLISSEMENTS	N° SIRET
CHU Amiens Picardie	268 000 148 00125
CH d'Abbeville	268 000 015 00019
CHI de Montreuil-sur-mer	266 209 691 00192
CH de Doullens	268 000 106 00016
CHI de Montdidier Roye	268 000 163 00017

6.2. Modalités de règlement

Les dispositions de l'article 11 du CCAG FCS s'appliqueront.

Le règlement de la prestation se fera après service fait et admission des prestations.

6.3. Demandes de paiement

Conformément aux dispositions de l'article 11.7 du CCAG FCS, le titulaire transmet sa demande de paiement après exécution et décision d'admission des prestations par le pouvoir adjudicateur.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de

paiement.

6.4. Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Taux d'escompte pour le CHU Amiens-Picardie :

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours conformément aux dispositions de l'article R2192-11 du Code de la commande publique.

Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture par l'établissement membre concerné.

Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement (décret 2013-269 du 29 mars 2013, relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique).

Les candidats préciseront dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement, les taux d'escomptes éventuels qu'ils sont disposés à appliquer pour des règlements intervenant sous un délai inférieur ou égal à 50 jours calendaires. Plusieurs taux d'escompte pourront être proposés par les soumissionnaires.

Le(s) taux d'escompte finalement retenu(s) dans un marché s'appliquera(ont) sur chaque facture dès lors que l'établissement membre du GHT honorera les paiements sous le délai contractualisé ou plus court. Ainsi, le montant de l'escompte sera déduit du montant du paiement de chaque facture. Les clauses contractuelles relatives aux taux d'escompte retenues dans un marché n'emportent pas obligation pour l'établissement membre de respecter ce(s) délai(s) dérogatoire(s) même s'il s'y efforcera.

Concernant le CHU Amiens Picardie, il est porté à la connaissance des candidats que l'établissement s'inscrit dans une démarche de réduction de ses délais de paiement et qu'il est en capacité de procéder à un paiement à 20 jours. Le délai de paiement ne pourra cependant être inférieur à 20 jours.

6.5. Règlement en cas de cotraitants

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont effectués sur un

compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

7. Pénalités et primes

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalités ne sera appliquée.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités spécifiques suivantes s'appliqueront sans mise en demeure préalable :

- **Pénalités pour retard de livraison des produits issus du BPU** : 2 % du montant du bon de commande par jour de retard dans la limite de 15 %
- **Pénalités pour non prévenance de rupture de stock suite à commande** : 2% du bon de commande par occurrence
- **Pénalités pour retard dans le délai d'établissement des devis** : 100 euros par semaine de retard

8. Transport et réception des fournitures

Chaque livraison est accompagnée a minima d'un bon de livraison indiquant :

- Référence de la commande
- Désignation des produits livrés
- Quantité livrée

Les fournitures seront emballées et ne devront présenter aucun défaut. Les emballages ouverts ou abîmés pourront être refusés. Dans ce cas, un délai compatible avec les nécessités de service pourra être accordé pour représenter les produits attendus.

En cas d'impossibilité de livraison, d'indisponibilité d'un ou plusieurs produits ou toute autre modification, le titulaire doit en informer dans un délai maximum de 48h et par tout moyen le service approvisionnement (pour le CHUAP, à l'adresse suivante : accuserceptioncommande@chu-amiens.fr). A défaut, les pénalités prévues à l'article 7 du présent CCAP s'appliqueront.

En cas de rupture temporaire la facture indiquera clairement la référence du produit habituellement commandé et la référence du produit de remplacement avec la mention « produit de substitution temporaire ».

En aucun cas, une substitution de produit ne sera acceptée sans accord préalable du CH concerné.

9. Vérification et admission

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG FCS dans les conditions particulières suivantes :

A la réception de la commande, une vérification immédiate de la livraison est effectuée.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la quantité commandée, l'établissement peut mettre en demeure le titulaire de :

- Reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande
- Compléter la livraison dans les plus brefs délais

A l'issue des opérations de vérification, la décision sera prononcée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG FCS.

10. Garantie des prestations

Par dérogation à l'article 33 du CCAG FCS, la fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter du jour de l'admission pendant le délai d'utilisation indiqué dans les emballages d'origine.

11.Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9.2 du CCAG FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de la personne publique à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

Le titulaire devra justifier la validité de sa police d'assurance, à chaque reconduction annuelle.

12.Clauses de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, il est convenu la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

12.1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

Un avenant sera établi par le CHU Amiens-Picardie.

12.2. Evolution technologique, technique et règlementaire – Changement et substitution de références

Il est précisé qu'en raison de :

- L'évolution des techniques ;
- L'évolution et l'amélioration des réactifs et consommables (modification et substitution de référence, changement de présentation de conditionnement, ajout de variétés dans la gamme) ;
- La nécessité de faire face à un problème d'approvisionnement du fournisseur ;
- Le rachat d'une gamme d'une entreprise concurrente ;

La substitution d'un produit par une autre référence ou l'ajout d'un produit de la gamme au cours de l'accord cadre, est possible, **sans avenant**, dès lors que le prix unitaire n'est pas supérieur au prix initial, et que l'économie globale du lot concerné ne s'en trouve pas bouleversée. Ces modifications se font **après acceptation écrite du biologiste référent.**

Dans le cas d'une évolution et amélioration des produits et évolution des techniques, le fournisseur est tenu de produire un document indiquant :

- d'une part, que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique,
- d'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne référence est maintenu.

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses ou d'évolution réglementaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, après un préavis de trois mois, par dérogation à l'article 38 du CCAG FCS.

13. Exécution aux frais et risques – Achat pour compte

En cas de défaillance du titulaire ou de l'ensemble des titulaires pour les lots multi attributaires (livraison non conforme, délais de livraison annoncés supérieurs aux délais maximums contractuels du CCTP, rupture de stock sans produit de substitution convenable...) le pouvoir adjudicateur peut s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, aux frais et risques du titulaire, dans les conditions fixées à l'article 45 du CCAG FCS.

Aucune mise en demeure préalable n'est requise dans ce cas. Le titulaire est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de son impossibilité de livraison ainsi que de la date de reprise de livraison : à défaut, l'établissement ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'approvisionnement chez l'autre fournisseur.

En cas de défaillance répétée soit plus de trois fois au cours de la même période, la résiliation pourra intervenir dans les conditions fixées aux articles 38 et 41 du CCAG FCS

14. Autres obligations du titulaire

14.1. Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

a) Obligations de contrôle

Conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu de prendre les mesures nécessaires permettant d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité.

Le titulaire du présent accord-cadre veille à ce que tout salarié qui participe à l'exécution du service public, et toute personne à qui il confie une partie de l'exécution de ce service :

- s'abstienne de manifester ses opinions politiques ou religieuses,
- traite de façon égale toute personne, notamment tout usager du service,
- respecte leur liberté de conscience et leur dignité.

Ces obligations concernent également les sous-traitants. Ainsi, tout contrat de sous-traitance relatif à l'exécution du service public doit rappeler ces obligations et être transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant.

b) Modalités de contrôle

Les usagers du service public sont informés par le titulaire des modalités de signalement des manquements aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.

L'acheteur doit être informé dès qu'un manquement est constaté. Il peut alors exiger que les personnes concernées ne soient plus en contact avec les usagers.

14.2. Confidentialité et sécurité

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

b) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

15. Résiliation

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies au chapitre 7 du CCAG FCS.

Résiliation pour motif d'intérêt général

En dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, lorsque l'acheteur résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

Résiliation aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 41 et 45 du CCAG FCS :

- L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire
- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

16. Différends et litiges

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif d'Amiens

14, rue Lemerchier

CS 81114

80011 Amiens Cedex 01

Téléphone : 03 22 33 61 70

Télécopie : 03 22 33 61 71

Courriel/Boîte fonctionnelle : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au présent accord-cadre doivent être rédigés en langue française.

17. Dérogations au CCAG applicable

Liste des articles du CCAG Fournitures Courantes et Services auxquels il est dérogé et intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations :

Articles du CCAP	Articles du CCAG
Article 2 – Pièces contractuelles	4.1
Article 7 – Pénalités et primes	14.1.3
Article 13 – Résiliation	42